CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

RÉPONSE À LA PÉTITION

Préparer en anglais et en français en indiquant 'Texte original' ou 'Traduction'

N° DE LA PÉTITION : **421-04809**

DE : **MME RAMSEY (ESSEX)**

DATE : **LE 19 JUIN 2019**

INSCRIRE LE NOM DU SIGNATAIRE : **SIGNÉ PAR L'HONORABLE CHRYSTIA FREELAND**

Réponse de la ministre des Affaires étrangères

SIGNATURE
Ministre ou secrétaire parlementaire

OBJET

Cameroun

TRADUCTION

RÉPONSE

Le Canada est vivement préoccupé par l'évolution de la situation politique et des conditions de sécurité au Cameroun, y compris la crise qui persiste dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest. Faire progresser les droits de la personne et la démocratie est un objectif clé de la politique étrangère du Canada. Comme il le fait ailleurs dans le monde, le Canada appuie sans réserve les droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique ainsi que la démocratie au Cameroun.

Lors de sa visite au Cameroun en avril 2018, l'ancien secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires étrangères s'est entretenu avec les autorités camerounaises, des représentants de partis politiques de l'opposition, des membres de la communauté anglophone et des défenseurs des droits de la personne. En somme, cette visite a permis au gouvernement du Canada d'encourager la mise en place d'un dialogue inclusif et le respect des droits de la personne. Il a également rappelé la volonté du Canada de partager son expertise technique et son expérience en matière de bilinguisme et de multiculturalisme. La haute-commissaire du Canada à Yaoundé ainsi que des fonctionnaires d'Affaires mondiales Canada ont aussi rencontré plusieurs fois les autorités camerounaises afin de discuter de la situation au pays et des préoccupations du Canada.

En avril 2019, le Canada a annoncé un financement en aide humanitaire à hauteur de 6,65 millions de dollars pour le Cameroun en 2019. Cela inclut un soutien à des partenaires humanitaires expérimentés, dont le Comité international de la Croix-Rouge, le Programme alimentaire mondial, le bureau de la Coordination des affaires humanitaires, le bureau du haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et des organisations non gouvernementales internationales, afin de fournir une aide vitale aux collectivités touchées par les diverses crises qui sévissent au pays, y compris les populations déplacées dans les régions anglophones. Ce financement comprend notamment une contribution de 1 million de dollars au *Norwegian Refugee Council* pour la mise en œuvre d'une initiative multisectorielle dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest. Depuis 2015, l'aide humanitaire du Canada au Cameroun est de plus de 31 millions de dollars.

Le Canada a exprimé publiquement ses préoccupations à travers des déclarations publiques le 18 septembre 2018, le 24 octobre 2018 et le 1er février 2019. Le 18 septembre 2018, le Canada a soulevé ses préoccupations face à la violence qui perdure dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest du Cameroun et a exhorté toutes les parties concernées à respecter les droits de la personne et à trouver des solutions pacifiques à la crise. Le 24 octobre 2018, Affaires mondiales Canada a fait une déclaration dans laquelle a été saisie l'occasion de la réélection du président Paul Biya pour encourager les autorités à mettre en œuvre les réformes nécessaires au renforcement du cadre juridique électoral. En outre, la déclaration a soulevé la situation alarmante qui prévaut dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest, appelant les autorités et toutes les parties prenantes à s'engager fermement dans un dialogue inclusif. Le 1er février 2019, le Canada a souligné publiquement ses préoccupations face aux réactions excessives des forces de sécurité camerounaises lors des manifestations pacifiques, ainsi qu'aux nombreuses arrestations, dont celles de membres de l'opposition. Le Canada a aussi appelé toutes les parties à faire preuve de retenue et à s'engager dans un véritable dialogue.

Le 21 mars 2019, aux côtés de 38 autres pays, le Canada a appuyé une déclaration conjointe sur le Cameroun au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. La déclaration appelle le gouvernement camerounais à accepter l'aide des partenaires régionaux et internationaux offerte afin de prévenir l'accroissement de l'érosion des droits de la personne de ceux vivant dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest du Cameroun, résultant du conflit entre les séparatistes armés et le gouvernement camerounais.

Pendant l'Examen périodique universel des Nations Unies (EPU), qui a eu lieu le 16 mai 2018, le Canada a formulé les trois recommandations suivantes au gouvernement camerounais : s'engager expressément dans un dialogue soutenu avec les représentants de la communauté anglophone sur la crise dans les régions du nord-ouest et sud-ouest afin d'en arriver à une solution consensuelle dans le respect des droits de la personne; modifier la loi anti-terroriste de 2014 afin que sa définition du terrorisme soit fidèle aux obligations et normes internationales relativement aux droits de la personne, abroger la peine de mort et mettre fin à l'utilisation de tribunaux militaires pour juger les civils; prendre les mesures juridiques nécessaires, d'ici les prochaines élections, pour permettre aux juges électoraux de considérer comme recevables les copies des procès-verbaux remises aux représentants des partis dans les bureaux de scrutin.

Le Canada encourage les efforts de facilitation d'un processus de négociation inclusif entrepris par la Suisse et le Centre pour le dialogue humanitaire (HD Centre) dans le cadre de la crise dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest du Cameroun. Le Canada est un donateur de longue date du HD Centre dans son travail de médiation en Afrique, y compris au Cameroun. De plus, du 23 juin au 2 juillet 2019, le Canada a accueilli la visite de la Commission nationale du Cameroun pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme et a partagé son expertise technique et son expérience dans ces domaines.

Le Canada continuera de travailler avec ses partenaires internationaux aux efforts communs afin de trouver des solutions pacifiques à la crise et à saisir chaque occasion pour rappeler aux autorités camerounaises leurs obligations par rapport aux droits de la personne ainsi que leurs engagements de faire un suivi des rapports d'abus et de violations par les forces de sécurité. Le Canada continuera également à suivre la situation de près et à fortement promouvoir le dialogue comme moyen privilégié pour résoudre la crise dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest du Cameroun.